



Rythmes scolaires :

Ni réforme Darcos, Ni réforme Peillon, Une autre réforme, imposons !

Tou-te-s en grève le 5 décembre

Manifestation à 10h de l'IA à la Préfecture

La grève du 14 novembre à l'appel des fédérations CGT, FO, SUD de l'éducation et des collectivités territoriales rejoints par le SNU-IPP dans les Bouches-du-Rhône a été une nouvelle journée de mobilisation réussie. En réponse, le ministre de l'Éducation feint de ne pas entendre la colère qui monte.

Le gouvernement doit entendre et engager une autre réforme !

Les mêmes organisations appellent l'ensemble des personnels du 1er degré ainsi que les personnels des collectivités territoriales, animateurs, éducateurs territoriaux, enseignants artistiques territoriaux et ATSEM, adjoints techniques ... à **faire grève le jeudi 5 décembre 2013, pour obtenir la suspension immédiate de la mise en oeuvre de la réforme et l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires.** Le SNUipp FSU appelle également à la grève sur une autre plate-forme.

Pour la suspension immédiate de la réforme des rythmes scolaires :

La réforme des rythmes, mise en place à la rentrée 2013 pour environ 20% des écoliers, fait apparaître de grandes difficultés qui ne sont pas conjoncturelles comme le prétend le ministre.

En faisant glisser les missions d'enseignement de l'Éducation nationale vers les communes, elle aggrave les inégalités sur le territoire. Le 1^{er} bilan est édifiant :

- Les activités péri éducatives sont souvent payantes pour les élèves... C'est une remise en cause de la gratuité scolaire et cela aura des conséquences sur la fiscalité locale et le budget des familles
- Les activités sont variables en fonction des moyens des communes : goûter chez l'un, jeux collectifs chez l'autre.

Cette réforme crée une confusion entre scolaire et périscolaire (locaux, activités...). Elle va à l'encontre de l'intérêt des enfants et de celui de l'ensemble des acteurs concernés personnels territoriaux, enseignants et usagers).

Des mises en place variables, mais des constantes :

Des élèves fatigués, des conditions de travail dégradées !

Les témoignages des enseignants, des personnels municipaux et des parents d'élèves concordent pour décrire une dégradation des conditions de travail et d'apprentissage :

➤ **Pour les élèves**, c'est plus de temps de présence en structures collectives. La semaine est alourdie par des activités morcelées, sans continuité pédagogique concertée. Inefficace contre l'échec scolaire elle est même en train de sortir certaines activités du temps scolaire avec le risque d'un repli des apprentissages.

➤ **Pour les enseignant-es**, c'est l'allongement de l'amplitude horaire, de la fatigue et des coûts supplémentaires. C'est aussi la continuité des politiques d'école du socle et de casse des RASED.

➤ **Pour les personnels territoriaux**, c'est une remise en cause non concertée des horaires, des conditions et profils de travail, de la prise en compte de la pénibilité...

➤ **Pour les animateurs-trices**, l'application dérogatoire «jeunesse et sports» dégrade les taux d'encadrement. Les emplois du temps morcelés, les multiples intervenants saucissonnent les projets pédagogiques.



Non à l'instrumentalisation !

A Marseille, JC Gaudin dit refuser la mise en place de la réforme Peillon à la rentrée 2014, comme d'autres responsables UMP - certains prétendant même soutenir notre mobilisation.

Pas dupes de leur calcul politicien, nous réaffirmons que nous ne voulons pas plus du maintien de la semaine Darcos qu'ils ont soutenus pour démanteler les Rased et supprimer 80 000 postes dans l'éducation.

Rappelons au Maire de Marseille, qu'avec le collectif DZ, nous revendiquons toujours, des moyens conséquents pour assurer le bon fonctionnement des écoles, notamment par le recrutement massif d'ATSEM, la titularisation des personnels municipaux, des moyens pédagogiques suffisants ...

Quelques éléments sur les communes qui l'appliquent :

Pas de concertation pour les territoriaux !

Dans le meilleur des cas, quelques rencontres ont eu lieu, des questionnaires adressés aux parents et des remontées lacunaires.

Dans la majorité des cas, les instances statutaires des personnels territoriaux n'ont pas été saisies. Nous déplorons l'ostracisme subi par les personnels communaux.

Aucune consultation des agents de la ville ! Aucune information sur les budgets !

Des propositions très variables

Quatre variables sont envisagées par les mairies : l'heure d'ouverture et de fermeture des écoles, une alternance de journées longues ou courtes **l'extension de la pause méridienne** et le positionnement de la demi-journée supplémentaire.

Ces propositions entraînent mécaniquement **un accroissement du temps de présence de l'adulte et de l'enfant** sur l'école dégradant d'autant les conditions de travail et d'apprentissage.

Ouvrir les écoles plus tôt entraînera également un surcoût pour les salariés résidant sur une autre commune, pratiquant d'autres horaires, **une plus grande amplitude de la journée** pour les personnels communaux.

Alterner journées longues et courtes entraîne de la confusion pour les élèves. Toutes mettent à mal les après-midi en maternelle.

Des structures et des personnels saturés

Les activités sont sur sites (dans les écoles) ou effectuées sur des structures municipales (centre de quartier, médiathèque, piscine, conservatoire...). Parfois, les activités sont payantes.

Dans tous les cas, la réforme crée de graves inégalités de traitement sur le territoire et une confusion entre le scolaire et le périscolaire.

Cette réforme bâclée a été mise en œuvre contre l'avis d'une majorité des personnels et de leurs organisations syndicales, elle a été imposée sans les moyens d'encadrement nécessaires.

Tou-te-s en grève le 5 décembre !

Manifestation à 10h de l'Inspection académique à la Préfecture

Retrait du décret Peillon, mais pas pour revenir à la semaine Darcos !

Une autre réforme est possible !

Pour la CGT-Educ'action, une réforme des rythmes scolaires doit s'accompagner d'une amélioration des conditions d'accueil des élèves et des conditions de travail des personnels.

Pour la CGT-Educ'action, cela doit être une réforme qui :

- Résulte d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'École.
- Supprime l'APC et marque la reprise en main de la difficulté scolaire par des enseignants spécialisés. Restitution et développement des Rased.
- **Garantisse la réelle gratuité de l'école et le cadrage national de ces rythmes.**
- Améliore les droits, les salaires et les conditions de travail de tous les personnels.
- Qui respecte les normes d'encadrement CLSH.
- Mette fin à la semaine de 4 jours de Darcos car elle est néfaste pour les élèves.
- **Déconnecte le temps des élèves (26h) de celui des enseignants (RTT à 18h).**
- **Entraîne le recrutement de personnel qualifié à hauteur des besoins pour les cantines, les centres de loisirs, les accueils en centre de quartier et piscine.**
- **Investit dans les écoles : limitation des effectifs, remise en état des locaux.**
- Supprime le zonage des vacances et respecte l'alternance stricte 7 semaines de classe et 2 semaines de vacances.



A remettre à un-e militant-e CGT-Educ'Action ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom..... Prénom.....

Tél..... e-mail.....

CGT-Educ'action 13, 23 boulevard Charles Nédelec 13003 Marseille Tél. : 04 91 62 74 30

Site Internet : cgteducaix.ouvaton.org E mail sdencgt13@wanadoo.fr